

# La culture, outil de banalisation du Rassemblement national

**Dans les villes gérées par l'extrême droite, les maires ne s'attaquent pas frontalement aux acteurs culturels mais distillent peu à peu leur ligne idéologique.**

Par [Antoine Pecqueur](#)

Le contraste est frappant. Lorsque l'extrême droite remporte en 1995 plusieurs villes du sud de la France (Toulon, Orange, Marignane), le monde de la culture est l'une des premières cibles. A Toulon, le maire Jean-Marie Le Chevallier se retrouve alors en conflit ouvert avec le directeur du Théâtre de Châteauvallon, Gérard Paquet. Son homologue d'Orange, Jacques Bompard, supprime de son côté les subventions au festival d'art lyrique des Chorégies.

Près de trente ans plus tard, l'ambiance a changé : Louis Aliot, le maire de Perpignan, la plus grande ville française aux mains du Rassemblement national (RN), présente chaque année ses vœux aux acteurs culturels, qui répondent largement présents.

*« Alors qu'à l'époque, le bureau politique du Front national tentait d'imposer sa ligne auprès des maires, le RN national ne nous donne aujourd'hui aucune consigne particulière, affirme Louis Aliot. Je préfère me confronter, débattre, plutôt qu'interdire. »*

Pour Agnès Tricoire, présidente de l'Observatoire de la liberté de création, il s'agit d'une stratégie : *« Les maires RN ont pour consigne de se tenir à carreau. Ils doivent rassurer alors qu'ils n'ont pas changé sur le fond. »* Ils ne désavouent d'ailleurs jamais, dit-elle, *« les éléments activistes qui vandalisent des œuvres ou interrompent des spectacles »*.

## Le dilemme des acteurs culturels

Dans le processus de banalisation du RN, la culture occupe donc une place. La ville d'Orange subventionne à nouveau le festival des Chorégies, à hauteur de 150 000 euros par an, ce qui reste toutefois loin derrière les autres partenaires publics. Ancien directeur du Festival d'Avignon, aux côtés d'Olivier Py, Paul Rondin est désormais le directeur de la nouvelle Cité internationale de la langue française, créée en novembre par l'Etat à Villers-Cotterêts, ville gérée par le RN :

*« Il y a une entente avec le maire, qui tient aussi au fait que nous ne parlons pas de politique. Franck Briffaut est un pragmatique. »*

La ville ne peut que se réjouir des retombées économiques de la Cité, qui a déjà accueilli plus de 110 000 visiteurs. A Perpignan, Jean-François Leroy, le directeur du festival de photojournalisme Visa pour l'image, l'affirme d'emblée :

*« Je n'ai pas voté pour Louis Aliot. Mais je dois dire que nous n'avons pas eu de baisse de subvention et que jamais la ville n'est intervenue sur nos choix artistiques. Nous organisons des expositions photos sur les réfugiés en Méditerranée, sur les partisans de Trump... Je ne me sens pas bâillonné. »*

Le doute s'est toutefois installé lorsque le photographe catalan Jordi Borràs a accusé l'année dernière le festival d'avoir censuré ses photographies de Marine Le Pen lors d'une projection de sa série consacrée à l'extrême droite en Europe.

Pour Jean-François Leroy, ces photos *« n'étaient pas intéressantes »*. Et il ajoute qu' *« un responsable culturel dans une ville tenue par l'extrême droite se retrouve dans une position impossible : soit vous partez et on vous accuse d'être un trouillard dégueulasse, soit vous restez et on vous considère comme un sympathisant facho »*.

Plusieurs acteurs culturels préfèrent d'ailleurs garder le silence dans les municipalités d'extrême droite. A Béziers, la ville de Robert Ménard, soutien de Marine Le Pen à l'élection présidentielle de 2022, Francine Buesa, la directrice de La Mouche, lieu d'art contemporain, se contente de décliner notre entretien en nous répondant ne voir *« aucun rapport entre la culture, l'extrême droite et la ville de Béziers »*.

C'est dans le champ des musiques actuelles que s'est manifestée la plus grande résistance des artistes. Des groupes comme Indochine et Louise Attaque ont refusé de se produire à Perpignan, contraignant le festival des Déferlantes à se tenir depuis l'année dernière dans une autre commune des Pyrénées Orientales, Le Barcarès. Mais ce cas reste une exception.

Comme le souligne l'historien Stéphane François, auteur d'*Une avant-garde d'extrême droite* (Editions de la Lanterne), « *au sein de l'extrême droite, il y a ceux qui se contentent de répondre aux désirs de leurs électeurs conservateurs. Mais il y a aussi les radicaux identitaires, qui se retrouvent dans une contre-culture européenne et américaine, autour de groupes de black metal, de folk...* »

La caution des figures culturelles est un atout indéniable pour le RN. Louis Aliot l'a d'ailleurs bien compris en confiant le poste d'adjoint à la culture à l'écrivain André Bonet, président du Centre méditerranéen de littérature de Perpignan.

Le RN est-il vraiment devenu plus tolérant ? Pour Agnès Langevine, vice-présidente de la région Occitanie et candidate EELV-PS aux dernières élections municipales de Perpignan, « *la politique culturelle de Louis Aliot est comme une tisane empoisonnée, qui prend du temps à infuser. Mais, peu à peu, les marqueurs d'extrême droite arrivent, liés à la mémoire des rapatriés d'Algérie, à l'identité catalane...* »

Des événements à caractère régionaliste ou même religieux sont désormais organisés. Un défilé célèbre ainsi à nouveau les Rois mages dans les rues de la ville. Parallèlement, la mairie a inauguré début mai le Printemps de la liberté d'expression... pour faire intervenir des personnalités réactionnaires comme Michel Onfray et pourfendre la « cancel culture ».

## **Des pratiques troublantes**

En examinant de plus près la vie culturelle des villes RN, on découvre par ailleurs des pratiques troublantes. Pour la fête de la musique de Villers-Cotterêts, le maire a imposé aux artistes une clause de neutralité politique. De quoi s'agit-il ?

*« Nous avons reçu des artistes locaux qui faisaient des discours anti-RN sur une estrade installée par la mairie. S'ils le veulent, on leur donnera un local pour un meeting politique »*, nous répond Franck Briffaut.

Ce dernier avait aussi refusé d'assister à une cérémonie de commémoration de l'abolition de l'esclavage, *« en raison du discours de culpabilisation »*, poursuit le maire, avant de glisser une critique sur le contenu de la Cité internationale de la langue française :

*« Il y a un parti pris dans le parcours. L'exposition ouvre sur le français comme une langue-monde. Mais avant d'être universelle, elle s'est imposée comme la langue de l'unité nationale. »*

On retrouve là le discours nationaliste de l'extrême droite, qui se décline aujourd'hui *ad nauseam* dans les médias du groupe Bolloré (CNews, Europe 1...) et s'infiltré même au sein de la prestigieuse maison d'édition Fayard, acquise à l'automne dernier par l'homme d'affaires breton. Agnès Tricoire note par ailleurs que *« les élus du Rassemblement national dans les assemblées régionales ont pour mandat de s'opposer à l'attribution d'aides pour le cinéma. C'est une contestation de l'argent public destiné à la culture »*.

Face aux mairies RN, les autres collectivités territoriales s'organisent donc pour créer des alternatives. A Perpignan, où l'offre culturelle reste faible, la région Occitanie participe au financement d'un nouveau festival de musique gitane.

*« La ville a repris en main la programmation culturelle gitane. Il faut être vigilant face à ces dérives clientélistes, met en garde Agnès Langevine. Perpignan est le laboratoire de ce qui pourrait être mis en place à l'échelle nationale si le RN arrivait au pouvoir. »*